

RAPPORT DE LA TABLE RONDE ET DES ELUS LOCAUX

Sous le thème :

« RENFORCER LA TRANSPARENCE ET LA JUSTICE FISCALE AU CAMEROUN : DECENTRALISATION DE LA FISCALITE LOCALE COMME LEVIER DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES »



Du 19 décembre 2024 a l'hôtel Talotel, Bafoussam

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION | 3 |
| II- OBJECTIF ET PARTICIPATION | 3 |
| a) Objectif général | 3 |
| b) Objectifs spécifiques | 4 |
| c) Typologie des participants | 4 |
| d) Liste des participants | 4 |
| III- DEROULEMENT DE LA TABLE RONDE | 5 |
| 1. Mot de bienvenue et introduction | 5 |
| 2. Présentation des enjeux de la décentralisation fiscale | 5 |
| 3. Présentation de l'expérience de l'engagement citoyen au niveau communal | 5 |
| 4. Etat des lieux de la décentralisation et la fiscalité locale..... | 5 |
| 5. Présentation de la gouvernance des finances publiques et décentralisation fiscale. | 6 |
| 6. Présentation de la campagne « Arrêtons l'hémorragie » | 7 |
| IV- RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS | 8 |
| a) Recommandations | 8 |
| b) Conclusions | 9 |
| c) Distinction des Champions de la Justice Fiscale | 10 |
| V- CEREMONIE DE CLOTURE | 11 |
| VI- ANNEXES | 12 |

LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|----------------|--|
| APEE | Association des Parents d'Elèves et Enseignants |
| APNIFFT | Africain Parliamentary Network On Illicit Financial Flows and Taxation |
| CAC | Commissaire Aux Comptes |
| CCJF | Comité Communautaire de Justice Fiscale |
| CDI | Centre Divisionnaire des Impôts |
| CFLP | Centre de Fiscalités Locales et des Particuliers |
| CONAC | Commission Nationale Anti-Corruption |
| CRADEC | Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire |
| CTD | Collectivités Territoriales Décentralisées |
| DOB | Débat d'Orientation Budgétaire |
| FFI | Flux Financier Illicite |
| IRPP | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques |
| IS | Impôts sur les Sociétés |
| ODD | Objectif du Développement Durable |
| ONAPED | Organisation National pour la Promotion de l'Education et le Développement |
| OSC | Organisation de la Société Civile |
| TJNA | Tax Justice Network Africa |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La gouvernance économique et financière du Cameroun se trouve à un carrefour stratégique. La corruption et les flux financiers illicites (FFI) continuent de constituer des défis majeurs pour le développement durable du pays, menaçant l'équité fiscale, la mobilisation des ressources internes, et la transparence dans la gestion des finances publiques. À cela s'ajoute la complexité d'un système fiscal centralisé, qui limite l'efficacité de la fiscalité locale et la participation des communautés dans la gestion des ressources publiques.

Dans ce contexte, la décentralisation fiscale apparaît comme une réponse prometteuse pour renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun. En rapprochant les processus de collecte et de gestion des ressources des communautés locales, la décentralisation peut contribuer à une meilleure responsabilisation des acteurs publics et à la lutte contre la corruption. De plus, elle favorise une allocation équitable des ressources, réduit les opportunités de détournements financiers et permet une meilleure traçabilité des recettes fiscales.

Le thème de cette table ronde, « Renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites », met en lumière l'urgence et l'importance de ces questions. Elle se tient dans la ville de Bafoussam, une région clé dans la mise en œuvre de la décentralisation au Cameroun, où les élus locaux et les communautés sont directement concernés par les enjeux fiscaux et de gouvernance.

Organisée par le CRADEC le 19 décembre 2024, cette rencontre a pour objectif principal de réunir les élus locaux, les représentants des communautés, les experts en gouvernance fiscale, et les acteurs de la société civile pour :

Discuter des enjeux et des défis actuels liés à la fiscalité locale et à la gouvernance financière.

Explorer les opportunités qu'offre la décentralisation fiscale dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites.

Formuler des recommandations concrètes pour améliorer la transparence, l'équité et la traçabilité dans la gestion des ressources publiques.

En renforçant le dialogue entre les élus et les communautés, cette table ronde vise à promouvoir une gouvernance participative et inclusive, tout en mettant en avant le rôle de la fiscalité locale comme un levier clé pour le développement économique et social des territoires.

II- OBJECTIF ET PARTICIPATION

a) Objectif général

L'objectif de la table ronde était de servir de cadre aux citoyens rassemblés de formuler des recommandations et message sur l'amélioration de la justice fiscale locale à travers la lutte contre les flux financiers illicites (corruption, blanchiment des capitaux et crimes financiers).

Cet événement a également été l'occasion de primer les champions de la campagne « Stop The Bleeding » ou « Arrêtons l'hémorragie », membres des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF), pour leur engagement exemplaire dans la lutte contre les FFI.

b) Objectifs spécifiques

- Discuter des enjeux et des défis actuels liés à la fiscalité locale et à la gouvernance financière au Cameroun ;
- Explorer les opportunités qu'offre la décentralisation fiscale dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ;
- Formuler des recommandations concrètes pour améliorer la transparence, l'équité et la traçabilité dans la gestion des ressources publiques ;
- Renforcer le dialogue entre les élus locaux et les communautés pour promouvoir une gouvernance participative et inclusive ;
- Primer les champions de la campagne « Stop The Bleeding » pour leur engagement exemplaire dans la lutte contre les flux financiers illicites.

c) Typologie des participants

Une cinquantaine de participants ont été sélectionnés, en tenant compte de la parité hommes/femmes et des profils suivants :

- **Représentants des OSC, jeunes et femmes ;**
- **Représentants des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) pilotes ;**
- **Sénateurs et Députés du Caucus national APNIFFT (Ouest-Cameroun) ;**
- **Experts locaux;**
- **Médias;**
- **Autorités religieuses et traditionnelles;**
- **Universitaires.**

d) Liste des participants

- **CCJF Banka** : 04 (LCDH, radio Siantou)
- **CCJF Dschang** : 03 (YSDA, CIBAEVA, radio Yemba)
- **CCJF Bafoussam 1** : 05 (AME, SOPHAD, ONAPED, Zenü Network, radio communautaire Fussep)
- **CCJF Fouban** : 05 (CRADED, EARF, YODECO, AJPCEDES, Radio Communautaire du Noun)
- **CCJF Mbouda** : 03 (KFA, GIC RABAM, Radio Communautaire Voix des monts)
- **Médias** : Ouest Echos, Equinoxe
- **Maires ou représentants** : Banka, Dschang, Bafoussam 1er, Mbouda
- **Parlementaires** : AN : 02, Sénat : 01
- **CRADEC** : 04
- **Modérateur** : 01
- **Panélistes** : 02

III- DEROULEMENT DE LA TABLE RONDE

1. Mot de bienvenue et introduction

La table ronde a débuté par l'exécution de l'hymne national, suivi des mots de bienvenue du Secrétaire Exécutif d'ONAPED et du Coordonnateur du CRADEC. Ce dernier a rappelé l'importance de la lutte contre les flux financiers illicites (FFI) et a souligné que ces flux reposent sur trois piliers :

- a) **Les échanges commerciaux ;**
- b) **La criminalité financière** (contrebande, contrefaçon, etc.) ;
- c) **La corruption et le détournement de deniers publics.**

Il a également mentionné l'existence d'une coalition entre les Organisations de la Société Civile (OSC) et un réseau de parlementaires africains, dont 18 camerounais, qui se mobilisent pour sensibiliser aux conséquences des FFI.

2. Présentation des enjeux de la décentralisation fiscale

Le Directeur Exécutif du CRADEC, Jean MBALLA MBALLA, a dressé un état des lieux de la corruption et des FFI au Cameroun, en se basant sur les rapports du FMI et de la CONAC. Il a identifié les domaines clés où la corruption est la plus prévalente :

- Gestion des finances publiques;
- Administration des recettes fiscales et douanières ;
- Secteur financier;
- Système judiciaire.

Il a également analysé les impacts de la corruption sur la gouvernance locale, notamment :

- Affaiblissement des ressources des CTD ;
- Inefficacité dans la fourniture des services publics locaux ;
- Perte de confiance des citoyens ;
- Démotivation des acteurs locaux.

3. Présentation de l'expérience de l'engagement citoyen au niveau communal

Il s'est agi ici de revenir sur l'enquête qui a été conduite auprès de 526 personnes et a porté sur 5 principaux centres d'intérêt. Cette présentation a été faite conjointement par ONAPED et les différents CCJF et il a été relevé la réticence du personnel des impôts à répondre au questionnaire. Les parlementaires présents ont ainsi pu apprécier le travail fait au niveau des CTD pour contribuer à mitiger l'ampleur des ravages des FFI sur l'économie locale.

4. Etat des lieux de la décentralisation et la fiscalité locale

Les maires de Bafoussam 1er et Dschang ont présenté leur perception de la décentralisation. Pour Bafoussam 1er, la décentralisation est effective avec un transfert de compétences observé dans les domaines économique, social et culturel, mais reste partielle dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les maires ont souligné les difficultés rencontrées, notamment :

- Non-maîtrise des recettes fiscales recouvrées
- Centralisation des ressources
- Conflits de compétence entre les mairies de ville et les communes d'arrondissement
- Non-redistribution des centimes additionnels communaux.

5. Présentation de la gouvernance des finances publiques et décentralisation fiscale

La gouvernance des finances publiques et la décentralisation fiscale ont été au cœur des discussions lors de la table ronde. Les présentations des parlementaires et des experts ont permis de mettre en lumière les défis structurels, les opportunités et les perspectives de la décentralisation fiscale au Cameroun.

a) Défis structurels de la décentralisation fiscale

L'Honorable SIMO Joséphine, députée à l'Assemblée Nationale, a présenté une analyse approfondie des finances publiques locales et de leur impact sur la décentralisation fiscale. Elle a souligné que la décentralisation est un transfert de compétences et de moyens au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), mais que les ressources ne sont pas toujours reversées conformément aux textes. Les principales difficultés identifiées sont :

- Le manque des ressources humaines qualifiées, de compétences techniques et administratives des CTD pour gérer efficacement les ressources fiscales. Par exemple, la Commune de Maroua a mis en place des programmes de formation pour ses agents financiers afin d'améliorer la gestion budgétaire.
- Le manque de transparence dans la gestion des ressources fiscales locales et la faible implication des citoyens dans le processus budgétaire. La Commune de Kribi a adopté un système de gestion financière informatisé pour améliorer la transparence et la redevabilité.
- La faible coordination entre les différents niveaux de gouvernance reste. Une meilleure communication et coopération entre l'État central et les CTD sont nécessaires pour assurer une mise en œuvre efficace des politiques de décentralisation fiscale.

b) Opportunités et perspectives de la décentralisation fiscale.

Le Sénateur FOMETHE Anaclet a quant à lui relevé les opportunités et les avantages de la décentralisation fiscale. Il a notamment mentionné que :

- Le rapprochement de la gouvernance aux administrés, favorisant ainsi une meilleure réponse aux besoins locaux.
- Une meilleure implication des citoyens dans la gestion des ressources publiques, renforce la démocratie participative.
- La modernisation de l'administration fiscale et l'adoption de la loi portant fiscalité locale sont des avancées significatives. La nouvelle loi vise à corriger les insuffisances observées dans la politique et l'administration fiscale, notamment en renforçant le levier du dispositif de financement des CTD.



Présentations de l'Honorable SIMO Josephine et du Sénateur FOMETHE Anaclet

c) Innovations de la nouvelle loi portant fiscalité locale

La nouvelle loi portant fiscalité locale introduit plusieurs innovations majeures, notamment :

- **Transformation des Centres Divisionnaires des Impôts (CDI) en Centres de Fiscalité Locale et des Particuliers (CFLP) :** Cette transformation vise à améliorer la collecte et la gestion des impôts locaux.
- **Dématérialisation des procédures fiscales :** L'arrimage des procédures fiscales locales aux processus de dématérialisation permettra une meilleure traçabilité et une réduction des fraudes.
- **Application des Centimes Additionnels Communaux (CAC) à l'IRPP, l'IS, la TVA, les droits d'assise et d'enregistrement :** Cette mesure vise à renforcer les recettes locales et à assurer une meilleure répartition des ressources.

6. Présentation de la campagne « Arrêtons l'hémorragie »

La campagne « Arrêtons l'hémorragie » (Stop The Bleeding) a été présentée comme un mouvement mondial visant à réduire les flux financiers illicites (FFI). Cette initiative, lancée par le Tax Justice Network Africa (TJNA) et ses partenaires en 2015, a pour objectif de sensibiliser, mobiliser et plaider en faveur de mesures visant à mettre fin à l'hémorragie des ressources de l'Afrique à travers les sorties illicites.

a) Objectifs de la campagne

La campagne « Arrêtons l'hémorragie » a plusieurs objectifs clés :

1. Informer le public, les parlementaires, les médias et la société civile sur les conséquences économiques et sociales des FFI.
2. Mobiliser les acteurs nationaux et internationaux, y compris le gouvernement, les entreprises, les OSC et les citoyens, pour agir contre les FFI.
3. Promouvoir des réformes législatives et réglementaires visant à renforcer la transparence fiscale, à lutter contre l'évasion fiscale et à empêcher les pratiques fiscales abusives.
4. Encourager la transparence et l'obligation de rendre compte des entreprises, du gouvernement et des acteurs économiques.
5. Plaider pour le réinvestissement des ressources récupérées grâce à la lutte contre les FFI dans des projets de développement durable.

b) Stratégies d'intervention

La campagne se déploie à travers plusieurs stratégies d'intervention :

- Utilisation des médias, des articles, des interviews, des radios et des chaînes de télévision pour informer le public sur les enjeux liés aux FFI.
- Conférences, ateliers, séminaires et tournois de football pour discuter des problèmes liés aux FFI et susciter des débats constructifs.
- Collaboration avec les parlementaires, le gouvernement et d'autres acteurs politiques pour promouvoir des mesures législatives plus strictes et des normes fiscales équitables.
- Réalisation de recherches approfondies et publication de rapports sur les FFI, l'évasion fiscale et leurs impacts.
- Utilisation de pétitions, de hashtags, de campagnes de médias sociaux et d'actions en ligne pour inciter les gens à soutenir la lutte contre les FFI.

- Formation des parlementaires, des fonctionnaires, des OSC et du public sur les enjeux liés aux FFI.

c) Exemple de démonstration par le CCJF de Dschang

Le Comité Communal de Justice Fiscale (CCJF) de Dschang a présenté un exemple concret de leur engagement dans la lutte contre les FFI. Ils ont mis en place des stratégies pour améliorer la perception des impôts locaux, notamment en numérisant les recettes et en rationalisant les taxes communales. Leur approche a permis de renforcer la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources fiscales locales.

IV-RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

Les travaux de la Table Ronde des élus locaux ont permis de dégager des recommandations concrètes et des conclusions fortes pour renforcer la transparence, la justice fiscale et la lutte contre les Flux Financiers Illicites (FFI) au Cameroun. Ces recommandations s'articulent autour de plusieurs axes, notamment le plaidoyer pour des réformes législatives, l'amélioration de la gouvernance locale, et la reconnaissance des acteurs engagés dans la lutte contre la corruption et les FFI.

a) Recommandations

Les recommandations formulées lors de cette conférence visent à renforcer la décentralisation fiscale, améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques, et promouvoir une participation citoyenne active. Elles s'adressent à plusieurs catégories d'acteurs, notamment les parlementaires, les exécutifs communaux, les organisations de la société civile (OSC), et les institutions nationales.

❖ *Aux Parlementaires*

○ *Révision du Code Général des Impôts*

Les parlementaires sont appelés à réviser le Code Général des Impôts pour mettre fin à l'injustice fiscale, en particulier en ce qui concerne les petits commerçants. Il est recommandé de calculer l'impôt sur la marge brute plutôt que sur le chiffre d'affaires pour les petits contribuables, afin de réduire la pression fiscale sur les acteurs économiques vulnérables.

○ *Limitation du rôle de la tutelle*

Il est proposé de limiter le rôle de la tutelle à un contrôle a posteriori des actes des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), tout en renforçant les pouvoirs délibérant et exécutif des CTD. Cela permettrait une plus grande autonomie financière et administrative des communes.

○ *Mise en œuvre de l'article 55 de la Constitution*

Les parlementaires doivent veiller à ce que l'article 55 de la Constitution, qui garantit l'autonomie administrative et financière des CTD, soit pleinement appliqué. Cela implique la fin de l'unicité des caisses (Compte Unique du Trésor) et la mise en place de mécanismes de transfert de ressources plus transparents et équitables.

○ *Prévention de la double imposition*

Les parlementaires doivent s'assurer que la nouvelle loi sur la fiscalité locale ne conduit pas à une double imposition des citoyens, en particulier des parents d'élèves qui contribuent déjà à l'éducation via les Associations de Parents d'Élèves et Enseignants (APEE).

○ *Renforcement des capacités techniques*

Les parlementaires doivent se doter de capacités techniques pour relire et amender les projets de lois soumis au Parlement, en particulier ceux relatifs à la fiscalité locale et à la décentralisation.

❖ *Aux Exécutifs Communaux*

○ *Sensibilisation et communication*

Les maires et les exécutifs communaux doivent intensifier leurs efforts de sensibilisation et de communication auprès des populations sur les enjeux de la fiscalité locale. Cela inclut l'organisation de forums communautaires réguliers et l'utilisation des médias locaux pour informer les citoyens sur les taxes et impôts locaux.

○ *Élaboration de fichiers des contribuables*

Les communes doivent systématiquement élaborer et actualiser des fichiers des contribuables pour mieux maîtriser les recettes fiscales et assurer une collecte plus efficace des impôts locaux.

○ *Amélioration du partenariat avec la société civile*

Les exécutifs communaux doivent renforcer leur collaboration avec les OSC et les Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF) pour promouvoir la transparence et la redevabilité dans la gestion des finances publiques locales.

○ *Numérisation des recettes fiscales*

Les communes doivent adopter des systèmes de numérisation des recettes fiscales pour améliorer la traçabilité des fonds et réduire les risques de détournement. L'exemple de la Commune de Dschang, qui a mis en place des terminaux de paiement électronique, doit être étendu à d'autres communes.

❖ *Au CRADEC, à ONAPED et aux Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF)*

○ *Plaidoyer pour la mise en place de la fonction publique locale*

Le CRADEC et l'ONAPED doivent intensifier les collaborations avec les mairies pour la mise en place effective des initiatives de justice fiscale, qui permettrait aux CTD d'améliorer leur gouvernance fiscale pour gérer les finances publiques locales.

○ *Diffusion des résultats de l'enquête sur les besoins locaux*

Les résultats de l'enquête sur les besoins des communautés en matière de justice fiscale doivent être consolidés et diffusés à large échelle, en particulier auprès des parlementaires, des maires et des services déconcentrés de l'État.

○ *Organisation de formations et d'informations*

Le CRADEC et ONAPED doivent organiser des actions de formation et d'information au profit des populations et des élus locaux sur les enjeux de la fiscalité locale, de la décentralisation et de la lutte contre les FFI.

○ *Création d'un cadre de collaboration entre les OSC et les parlementaires*

Un cadre de collaboration formel doit être mis en place entre les OSC et les parlementaires en dehors des sessions du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de renforcer le dialogue et la participation citoyenne dans la gouvernance fiscale.

b) Conclusions

La 6ème Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde des élus locaux a permis de mettre en lumière les défis et les opportunités liés à la décentralisation fiscale et à la lutte contre les flux

financiers illicites au Cameroun. Les échanges ont souligné l'importance de renforcer la transparence, l'équité et la participation citoyenne dans la gestion des finances publiques locales.

- **Renforcement de la justice fiscale**

La justice fiscale reste un enjeu majeur pour le développement local. Les populations, en particulier dans les communes de Bafoussam 1er, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda, expriment un besoin urgent d'information et de formation sur les systèmes fiscaux locaux. La majorité des citoyens interrogés lors de l'enquête menée par le CRADEC considèrent que le système fiscal actuel est inéquitable et peu transparent. Pour répondre à ces préoccupations, il est essentiel de renforcer les capacités des CTD, d'améliorer la communication avec les citoyens, et de promouvoir des réformes législatives qui garantissent une fiscalité plus juste et inclusive.

- **Lutte contre les flux financiers illicites (FFI)**

La campagne « Arrêtons l'Hémorragie » (Stop The Bleeding) a été un fil conducteur majeur de cette conférence. Les participants ont salué les efforts des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF) dans la lutte contre les FFI et ont appelé à une mobilisation accrue des acteurs locaux, nationaux et internationaux pour endiguer ce phénomène. Les FFI, qu'ils prennent la forme de corruption, de blanchiment d'argent ou d'évasion fiscale, représentent une menace sérieuse pour le développement économique et social du Cameroun. La mise en œuvre de mesures concrètes, telles que la dématérialisation des procédures fiscales et le renforcement des mécanismes de contrôle, est essentielle pour réduire ces flux illicites.

c) Distinction des Champions de la Justice Fiscale



L'un des moments forts de la conférence a été la remise des distinctions aux « Champions de la Justice Fiscale », membres des CCJF, pour leur engagement exemplaire dans la lutte contre les FFI. Ces acteurs locaux, qui ont mené des campagnes de sensibilisation, des actions de plaidoyer et des initiatives de renforcement de la transparence fiscale, ont été honorés pour leur contribution à la promotion de la

justice fiscale et à la lutte contre la corruption. Cette reconnaissance symbolique vise à encourager d'autres citoyens et organisations à s'engager dans cette lutte cruciale pour le développement du Cameroun.

V- CEREMONIE DE CLOTURE

Elle a consisté en la lecture du communiqué final qui a reçu l'approbation des participants et la remise des distinctions aux « champions » de la lutte contre les flux financiers illicites en guise de reconnaissance et d'appréciation de leur engagement. Une collaboration formelle entre CCJF et Communes a été souhaitée.

Dans son mot de fin, le coordonnateur du CRADEC s'est dit satisfait car l'activité a permis d'établir un contact avec les élus lequel devrait être maintenu en vue de donner de la matière aux parlementaires dans le cadre des débats d'orientation budgétaires, des sessions parlementaires ou des conseils municipaux. Il est dès lors impératif de continuer le combat pour une fiscalité plus équitable.

VI-ANNEXES

COMMUNIQUE FINAL DE LA 6^{ÈME} CONFERENCE DU DIALOGUE CITOYEN ET DE LA TABLE RONDE

La salle de conférence de Talotel de Bafoussam a abrité du 18 au 19 Décembre 2024, la 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen axée d'une part sur le Forum élargi des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF), et d'autre part, sur la Table Ronde des élus et communautés. Organisée par le Centre Régional Africain Endogène pour le Développement Communautaire (CRADEC) avec l'appui technique de l'Organisation Nationale pour la Promotion de l'Éducation et le Développement (ONAPED), point focal régional du CRADEC, cette 6^{ème} Conférence a regroupé, outre les membres des CCJF de Bafoussam 1^{er}, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda, le Sénateur FOMETHE Analet, les Honorables MBOUANGOUERE RAINATOU et SIMO Joséphine, les Maires des Communes de Banka, Bafoussam 1^{er}, Dschang et Mbouda, représentés respectivement par leurs 1^{er} et 2^{ème} adjoints et leurs Secrétaires Généraux, ainsi que d'autres personnalités issues de la société civile et du secteur des Impôts. Elle avait pour objectif général de **« renforcer le dialogue citoyen et promouvoir la décentralisation fiscale et la justice fiscale comme leviers essentiels pour lutte contre la corruption et les Flux Financiers Illicites (FFI), et ainsi contribuer au financement des ODD au niveau communal »**.

Au cours de cette rencontre, les participants ont échangé sur les expériences d'engagement citoyen au niveau communal à travers une foire aux échanges sur l'enquête menée auprès de 526 personnes dans cinq communes de l'Ouest sur les besoins des communautés en matière de Justice Fiscale. Selon ces résultats, la justice fiscale est loin d'être une réalité dans les communes cibles de cette enquête car, les populations dans leur immense majorité sont ignorantes des dispositions relatives au système fiscal local et national et pensent que le système fiscal en vigueur n'est ni équitable ni transparent.

Les discussions ont également porté sur l'état des lieux de la décentralisation et de la fiscalité locale et sur les expériences d'engagement des parlementaires africains et camerounais dans la lutte contre les Flux Financiers Illicites et la gouvernance des finances publiques et la décentralisation fiscale.

Au terme de ce 6^{ème} Dialogue Citoyen dont la campagne **« Arrêtons l'Hémorragie »** a été le fil conducteur, des distinctions ont été remises aux membres des CCJF, **« Champions »** de la promotion de la Justice Fiscale et de la lutte contre la corruption et les FFI dans les communes de la Région de l'Ouest. Des recommandations ont également été formulées à l'endroit de certaines catégories de participants :

Aux Parlementaires :

- Limiter le rôle de la tutelle à l'appui-conseil et à un contrôle a posteriori des actes des CTD et renforcer les pouvoirs délibérant et exécutif au niveau des CTD
- Rendre effectif l'article 55 de la Constitution sur l'autonomie administrative et financière en mettant fin à l'unicité des caisses (Compte Unique du Trésor)
- S'assurer que dans l'application de la Loi portant fiscalité locale, les populations ne seront pas doublement ou triplement imposées ou taxées
- Obtenir la révision du Code Général des Impôts pour mettre fin à l'injustice fiscale, notamment le système actuel pénalisant d'imposition des petits commerçants

- Réviser le Code Général des CTD pour mettre fin aux conflits de compétences entre les Communes d'Arrondissement et les Mairie de Ville
- Se doter des capacités techniques à pouvoir relire et amender les projets de lois soumis au sein du Parlement

Aux Exécutifs Communaux :




- Sensibiliser leurs populations et mieux communiquer avec elles sur la Fiscalité Locale
- Élaborer systématiquement le fichier des contribuables des communes pour maîtriser les recettes fiscales
- Améliorer le partenariat avec la société civile en application des articles 40 et 41 du Code Général des CTD

Au CRADEC, à ONAPED et aux Comités Communaux de Justice Fiscale :

- Initier des plaidoyers pour la mise en place effective de la fonction publique locale et contre la pluri imposition à la suite du vote de la Loi portant fiscalité locale
- Consolider les résultats de l'enquête sur les besoins des communautés en matière de Justice Fiscale et les diffuser à large échelle
- Inviter aux prochaines rencontres les responsables des Services Déconcentrés impliqués dans la fiscalité locale
- Organiser des actions de formation et d'information au profit des populations et des élus locaux
- Mettre sur pied un cadre de collaboration entre les OSC et les parlementaires en dehors des sessions du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

Les participants se sont enfin félicités de la tenue de ces assises et se sont séparés à la satisfaction de tous.


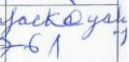



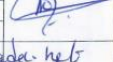

Fait à Bafoussam le 19 décembre 2024




FICHE DE PRESENCE

Objet : 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu : 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)

| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|--|--------------------|--------------|-----------------------|---|---|
| 01 | Hon Sime Josphine | Yaoundé | A.N | Député | E-mail: simonjosphine@yahoo.fr Tél: 67713534 B P: |  |
| 02 | Kerfack François | Déchang | Commune | SG | E-mail: francoiskerfack@yahoo.fr Tél: 674 99 85 61 B P: |  |
| 03 | Hon MBOUANGOUERE RAINATOUM Edme MONGWAT | Dassagam | A.N | Député | E-mail: aprobe@yahoo.fr Tél: 656205893 B P: |  |
| 04 | TATSONGUE Hubertine | Bafoussam | CABAFLE | As. Maire | E-mail: Tél: 675797915 B P: |  |
| 05 | Epranda Njambi Ebenezer | BANKA | CABKA | As. Maire | E-mail: Tél: 699492877 B P: |  |
| 06 | MBALLA MBALLA Jean | Yaoundé | CRADÉC | Directeur exécutif | E-mail: 67768148 Tél: 692967784 B P: 7199 |  |
| 07 | ENENGBINE Cécile Audrey | Yaoundé | CRADÉC | | E-mail: candra@madax-lyb Tél: 655392508 B P: |  |




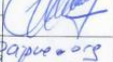
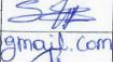


Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M,
Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE

FICHE DE PRESENCE

Objet : 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu : 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)








| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--|---|
| 08 | Isantio MBOYNI Frank SIRE | Déchang | Radio Yemba | Directeur Programme | E-mail: siremboyni@yahoo.fr Tél: 674 99 78 11 B P: |  |
| 09 | D Joyon gregoir | Bafoussam | Comité de quartier | Coordinateur | E-mail: Tél: 696 899 361 B P: |  |
| 10 | BOLEBA Jacob | Yaoundé | CRADÉC | RAF | E-mail: jacob@cradec.cm Tél: 67490747 B P: 7199 Jde |  |
| 11 | HASSAN NJITA FIFEN | Foumban | AJPEDES | chef projet | E-mail: Tél: 7237697086100 B P: 260 Foumban |  |
| 12 | Dr Mathieu FORA | Bafoussam | CIPCRE | Directeur National | E-mail: mathieu.fora@cipcre.org Tél: 699684510 B P: 1756 Baf |  |
| 13 | NZIE AWADU BAKO | Yaoundé | CRADÉC | AAF | E-mail: bakoadu@cradec.cm Tél: 678 79 57 44 B P: |  |
| 14 | NZUPRIAP Nwafu Elvise | Bafoussam | | Consultant | E-mail: nzupriap@yahoo.fr Tél: 674353409 B P: Bafoussam |  |

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M,
Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE

FICHE DE PRESENCE

Objet: 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu: 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)








| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|------------------------|--------------------|----------------------|--------------------------|--|---|
| 15 | NGANFANG HERVE MICHEL | FOUMBAN | CRADED | Directeur Exécutif | E-mail: craded2015@gmail.com Tél: 697 24 2331 B P: |  |
| 16 | Semessa sosue | Foumban | radio c. NOUN | Journaliste | E-mail: semessasosue@gmail.com Tél: 699 68 6948 B P: |  |
| 17 | NSANGOU HALIDOU | Foumban | YODECO | Directeur des programmes | E-mail: halidounsangou@gmail.com Tél: 691 04 7678 B P: |  |
| 18 | NGANDEY Madeleine | BANKA | NOUN LCDH | Membre | E-mail: Tél: 675 66 7379 B P: |  |
| 19 | KENFACK Cecile Pamela | Dschang | YSDA | chef projet | E-mail: ckpamela@gmail.com Tél: 678 96 2857 B P: |  |
| 20 | EMAKAM WANSI CHARLOTTE | BANKA | LCDH | Chargé des programmes | E-mail: Tél: 670 53 41 50 B P: |  |
| 21 | MODIANI Nathaniel | Banka | LCDH | Président | E-mail: nathanielmodiani@gmail.com Tél: 670 52 9139 B P: |  |

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M, Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE


FICHE DE PRESENCE

Objet: 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu: 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)

| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|--------------------------|--------------------|----------------------------|------------------------------|---|---|
| 22 | Fokou Takatsine Ghislain | MBOUDA | RADIO LA VOIX DES RIVIERES | Journaliste | E-mail: fghislainfokou@gmail.com Tél: 691 21 53 45 B P: |  |
| 23 | MBOUBE Josephine Carole | Bafoussam | AME | S. P. A | E-mail: jemboube@yahoo.fr Tél: 699 82 97 08 B P: 13 54 Bafoussam |  |
| 24 | TIATSE NKUE Claude | Bafoussam | Radio Com Futur | chef de chaîne | E-mail: tiatseclaudet@gmail.com Tél: 696 14 88 93 B P: 1399 Bafoussam |  |
| 25 | NZOUKOUA NGAPA ANNE | Bafoussam | Zemii Network | Animatrice | E-mail: annengapazemii@gmail.com Tél: 691 95 00 13 B P: 818 Bafoussam |  |
| 26 | TUEGNE TETO ETIENNE | Bafoussam | CONSEIL REGIONAL | chef de service Comptabilité | E-mail: Tél: 656 15 06 74 B P: |  |
| 27 | Nacer NJIYA | Bafoussam | QUEST Echos | Journaliste | E-mail: njnyanacer@yahoo.fr Tél: 694 51 66 44 B P: |  |
| 28 | TOURERE Abiba | Foumban | EADAF2 | Coordo | E-mail: abibatourere@gmail.com Tél: 699 13 28 70 B P: |  |

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M, Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE







FICHE DE PRESENCE

Objet : 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu : 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)

| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|--------------------------|--------------------|--------------|---------------------------|---|--|
| 29 | ATEBA CHRISTIAN | Bafoussam | RTS | Journaliste | E-mail : ateba.christian@rts.cm Tél : 699335646 B P : |  |
| 30 | NTCHAMANDE Augustin | Bafoussam | ONAPED | Secrétaire Exécutif | E-mail : ntcchamandea@gmail.com Tél : 699858422 B P : |  |
| 31 | BEMEGNIE Olga | Bafoussam | ONAPED | Responsable de programmes | E-mail : olgabemmel@gmail.com Tél : 677345541 B P : 378 Bafoussam |  |
| 32 | SOFFO Gilbert | Bafoussam | ECWork | Gerant | E-mail : soffogilbert@gmail.com Tél : 699983702 B P : |  |
| 33 | TCHIKANDA Charlie | Bafoussam | L.I.L | DEX | E-mail : charlietchi@gmail.com Tél : 699337212 B P : |  |
| 34 | GUEHEU FEUMATIO MARCELLE | MBOUKA | GIC RABAH | Déléguée | E-mail : gueheumarcelle@gmail.com Tél : 698161686 B P : |  |
| 35 | YOTTA Samuel. | MBOUKA | KFA | Charge des Programmes | E-mail : onkifa@gmail.com Tél : 69826883 B P : 157 Mbouka |  |

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M, Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE





FICHE DE PRESENCE

Objet : 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu : 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)

| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|-------------------|--------------------|---------------------|--------------------------|--|---|
| 36 | TASSA André Marie | Bafoussam | Barreau du Cameroun | AVOCAT | E-mail : tassa.ami@phoo.fr Tél : 699480320 B P : 260 Bafoussam |  |
| 37 | KOUANOU Honoré | Bafoussam | CGAPECO | Président | E-mail : kouanou.honore@gmail.com Tél : 699322468 B P : |  |
| 38 | MONGWA Amadou | Foumban | ADAC | Export | E-mail : mongwa60@yahoo.fr Tél : 691601392 B P : |  |
| 39 | FOMETHE Anacle | Dschang | SENPAT | Senateur | E-mail : Tél : 699341044 B P : |  |
| 40 | ELOMBAT N CYRILLE | BAFOUSSAM | DGSN | | E-mail : Tél : 699255876 B P : |  |
| 41 | ELOUTI E. ARMAND | BAFOUSSAM | DGSN | Le central aux Benkoumba | E-mail : Tél : 695146832 B P : |  |
| 42 | Boulbakary | Yaoundé | CRABEC | | E-mail : Tél : 677455030 B P : |  |

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M, Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE





Tax Justice Network Africa

FICHE DE PRESENCE

Objet : 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen et de la Table Ronde sous thème : « renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ».

Date et Lieu : 19 décembre 2024 - TALOTEL hôtel – Bafoussam/Cameroun (Table Ronde des Elus et des communautés)

| N° | NOMS ET PRENOMS | LIEU DE PROVENANCE | ORGANISATION | FONCTION | ADRESSE | SIGNATURE |
|----|----------------------|--------------------|-----------------|---------------------------|---|---|
| 43 | Ateufack Lucienne | Dschang | CCJC CIBAEVA | président | E-mail : cibaeva@gmail.com Tél : 67714890 B P : 181 Dschang |  |
| 44 | ROBERT KENGNE | Bafoussam | EQUINOXE TV | Journaliste technicien | E-mail : Tél : 65553082 B P : |  |
| | | | | | E-mail : Tél : B P : | |
| | | | | | E-mail : Tél : B P : | |
| | | | | | E-mail : Tél : B P : | |
| | | | | | E-mail : Tél : B P : | |
| | | | | | E-mail : Tél : B P : | |

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M,
Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE